

LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT
Conférence pour les élèves des classes terminales d'un établissement
d'enseignement secondaire de Yaoundé

Je me borne à proposer ici une manière d'articuler la problématique du développement. Mon Essai sur la signification humaine du développement intitulé « De la médiocrité à l'excellence », ainsi que celui intitulé « Développer la richesse humaine » ont envisagé la question sous l'angle de l'examen du type d'homme que tout programme de développement devrait chercher à promouvoir, autrement dit sous l'angle de ce que devrait être l'objectif essentiel que viserait la volonté de développement des nations, et non sous l'angle du comment faire pour assurer le développement des pays à la recherche du développement. La réflexion que je propose ici ne consiste pas à indiquer une recette quelconque à mettre en œuvre et qui assurerait un développement certain. La réflexion que je propose envisage la question sous un angle méthodologique, pourrait-on dire. Car il va s'agir d'adopter l'angle d'approche d'un « chef développeur » qui doit donner une unité de vision et une cohérence d'actions à mener qui tiennent compte de la multiplicité et du caractère souvent contradictoires des intérêts en présence, tout en ne sacrifiant pas l'intérêt général. Il va sans dire que la conduite d'une telle opération présuppose qu'au départ on se fasse une idée claire de ce qu'on cherche à réaliser quand on parle de développement.

Au départ, c'est le règne de la multiplicité

On peut dire qu'au prime abord, ce qu'on trouve c'est une multiplicité de besoins qui appellent une identique multiplicité d'objets-réponses pour leur satisfaction (besoin de nourriture, de vêtements, d'habitations décentes, de moyens de locomotion, d'énergie électrique, d'eau potable, d'instruction, de soins de santé, d'infrastructures de communication, etc.).

A la multiplicité de besoins s'articule une multiplicité de structures et de domaines (l'éducation, la santé, l'agriculture, les transports, l'aménagement du territoire, etc.)

La multiplicité de domaines et de structures elle-même donne lieu à une multiplicité de programmes

Dans un même pays, on fait face à une multiplicité de villages, de régions ou provinces entraînant une égale multiplicité d'intérêts particuliers.

Quand il faut quitter l'espace national pour considérer celui de tout le continent, l'Afrique, c'est de nouveau le lieu de la manifestation d'une multiplicité d'intérêts nationaux se transformant le plus souvent en égoïsmes nationaux. C'est le Nigeria disputant la presqu'île de Bakassi au Cameroun. C'est l'Angola et la république démocratique du Congo se disputant l'enclave de Cabinda, elle aussi bourrée de pétrole.

Qu'on se place au plan individuel, régional, national ou continental, on ne peut se passer de solliciter des partenaires pour faciliter l'atteinte des objectifs poursuivis. Ici aussi, le règne de la multiplicité continue de s'étendre. On a affaire à une multiplicité de partenaires : les banques, les pays amis, les organisations

multilatérales, Fonds monétaire international, Banque mondiale, banque africaine de développement, banque islamique de développement, etc.

Chacun de ces partenaires ne manque pas d'avoir ses visées propres, ses intérêts particuliers, ses conditionnalités particulières. En fait de partenaires et de partenariat, le Nepad a révélé le fait qu'il ne saurait y avoir de partenariat sans une convergence de projets, sans acceptation de règles communes, sans définition d'objectifs communs, sans réelle complicité, sans bonne connaissance mutuelle. Quand par exemple la déclaration des chefs d'Etat africains mentionne leur volonté de mettre fin à la marginalisation constante de l'Afrique, leurs partenaires du G7 n'ont jamais dit qu'ils en faisaient également leur objectif, pour ne parler que de cet aspect des choses. C'est dire que le développement des pays africains est confronté à la difficile nécessité de résoudre l'équation incontournable du rapport de forces défavorable en tout temps. Le pouvoir financier se trouve du côté des pays industrialisés de l'hémisphère Nord ; le pouvoir technologique se trouve du même côté de l'hémisphère Nord ; les produits manufacturés de toutes sortes, les usines et les laboratoires en tous genres, y compris les laboratoires pharmaceutiques qui inondent tous les marchés du monde se situent en une écrasante majorité dans l'hémisphère Nord, étouffant et empêchant toute velléité de concurrence susceptible de venir des pays en voie de développement de l'hémisphère Sud. Alors, que faire pour que les pays africains aussi se développent ? La difficulté ne réside pas uniquement dans le fait de la multiplicité des centres d'initiatives et des intérêts. La difficulté réside dans le manque d'organisation rigoureuse des pays du Sud.

La multiplicité, cause des échecs d'aujourd'hui ?

A partir de ce constat relatif à la multiplicité des centres d'intérêt et des centres d'initiative dans les préoccupations de développement, on peut valablement penser que les divers échecs observés dans l'aventure africaine viendraient de cette anarchie et de ce triomphe du règne de la multiplicité.

La multiplicité des intérêts des individus pousse à l'exacerbation de la règle du chacun pour soi. On ne pense qu'à soi et à son intérêt personnel. Même ceux qui ont choisi le service public transforment les positions de gestion du patrimoine public en affaire privée. Entre divers secteurs c'est souvent le conflit et la confrontation des objectifs. Si nous considérons les Etats-nations, c'est la même situation : compétition, régionalisme, nationalisme. Les ensembles régionaux du genre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) prônent pourtant la doctrine de l'intégration régionale : passeport commun, compagnie de navigation aérienne commune, libre circulation des biens et des personnes, institutions universitaires à vocation régionale pour éviter la répétition de l'identique dans tous les Etats, etc. Tout cela demeure lettre morte chaque jour. L'université unique de l'Afrique centrale des années 60 n'a pas tenu longtemps. Chaque Etat a très rapidement voulu créer sa propre université. Le même échec dans le même type de projet sanctionna l'entreprise bénino-togolaise. Pour revenir à la CEMAC, le passeport diplomatique n'est qu'un vœu pieux ; quant à la compagnie de navigation aérienne commune, Air Gabon et la Camair ne la laissent pas sortir des tiroirs et du statut de simple dossier !

Donc, les identités premières souffrent mal de se laisser effacer au profit d'une nouvelle identité fusionnelle. Du côté des partenaires, des luttes d'influence ne

manquent pas d'opposer entre elles les anciennes puissances colonisatrices à de nouveaux venus convoitant des positions stratégiques ici ou là, si ce n'est l'exploitation de gisements importants de matières premières. Chacun des partenaires poursuit principalement la satisfaction de ses intérêts primordiaux.

Pour qu'il y ait véritablement développement, il faut que le règne de la globalité remplace celui de la multiplicité.

En effet, le développement doit se vouloir global et non sectoriel ou sectorisé. Développer l'agriculture seule n'est pas développer un pays ! Développer les transports seuls n'est pas développer un ensemble national. Les équipements (routes, chemins de fer, hôpitaux, barrages hydroélectriques, etc.) sont des outils au service du développement. La construction d'une autoroute ou d'un barrage ne suffit pas pour assurer le développement.

Le développement doit être global en ce sens qu'il doit être une entreprise cohérente, une affaire présentant une logique consciemment recherchée et claire, une affaire pour laquelle toute décision prise dans un secteur aura nécessairement une répercussion positive sur tous les autres. On ne construit pas un hôtel de luxe en pleine brousse, au milieu des cases en pisé ou en nattes comme pour se moquer des villageois qui attendent des unités de santé et des écoles, par exemple. S'il y a un ordre dans le monde, c'est forcément qu'il n'est pas une simple juxtaposition des éléments ajoutés les uns aux autres, mais parce que chacun de ces éléments est en relation avec tous les autres pour former un ensemble cohérent et vivant. Cette idée de relation et de relation cohérente est celle qui spécifie le global. Passer d'une vision sectorielle à une vision globale, c'est, ne plus considérer les éléments en eux-mêmes, isolément ou seulement juxtaposés, mais s'attacher à saisir, comprendre les relations qui existent entre ces éléments, comprendre comment ils se conditionnent les uns les autres, comment ils ont besoin des autres pour exister et se développer.

En ajoutant du sectoriel au sectoriel on obtient un total, mais pas forcément un global. Le total est une somme d'unités juxtaposées, le global c'est donc du relationnel. C'est un ensemble d'éléments devant tenir dans un réseau de relations qui vont leur permettre de se faire exister mutuellement. Donner la priorité au global sur le sectoriel, c'est regarder moins les choses en elles-mêmes que les relations qui leur donnent leur sens véritable. (Une maternité ultramoderne en zone rurale sans mise à disposition de l'énergie électrique est une aberration en ce sens. C'est à peine différent de l'incongruité du cadeau de chasse-neige que l'Union soviétique avait cru devoir offrir à la Guinée de Sékou Touré) !

Aider une région ou un pays à comprendre ou à concevoir son développement, c'est-à-dire aussi son avenir, c'est donner un sens à ce développement grâce à un projet global ; c'est l'aider à reconsidérer complètement le jeu des relations entre les partenaires. En fait et, tout bien considéré, le global doit précéder le sectoriel. Sans vision globale de départ, les actions et opérations éparses seront condamnées à manquer l'objectif du développement et à manquer de signification..

D'où l'importance de l'idée de projet au cœur de la globalité

Ce que j'appelle projet ici, au niveau d'une nation comme le Cameroun tout comme au niveau de l'Afrique comme continent n'est pas ce qu'on peut appeler projet au niveau individuel ou sectoriel. Le projet ici est à prendre au sens entrepreneurial pour désigner le pays lui-même, l'ensemble régional lui-même, l'Afrique entière elle-même. Quand Kwame Nkrumah écrit son Africa must unite, il fait de l'Afrique un projet. Je veux également qu'il soit parlé du Cameroun comme d'un projet en tant que tel, c'est-à-dire encore l'entreprise Cameroun. Car c'est parce que tous les acteurs de la vie économique, sociale et culturelle ne se donnent pas le pays dans son ensemble comme leur projet à eux aussi, qu'il se produit les divers dysfonctionnements et agissements contre-développement qui ont pu faire écrire son livre à Axelle Kabou Et si l'Afrique refusait le développement ? Chaque agent économique, chaque agent de l'Etat ne connaît que soi-même, sa famille et, à la rigueur et dans l'ordre de l'ouverture aux autres, à son village natal mais rarement le pays comme un projet global qu'on fait sien. On ne songe qu'à exploiter le pays pour son propre compte personnel.

Pour que le développement prenne résolument la bonne direction, il faut que l'idée d'un véritable projet commun naisse dans la conscience de tous et de chaque citoyen, qu'ils y adhèrent et en deviennent d'authentiques et sincères partenaires et militants. Le Cameroun, un projet commun, la CEMAC, un projet commun, l'Afrique, un projet commun... C'est ce à quoi les leaders devraient œuvrer afin de bénéficier de l'adhésion des populations partenaires.

Or, la réalité depuis les indépendances est que ce sont les élites dirigeantes qui ont toujours conçu des programmes et des projets pour l'ensemble des populations. Ces populations n'ayant jamais été associées aux processus d'élaboration des programmes, plans et autres projets particuliers, ont toujours continué de suivre leurs voies particulières et personnelles pendant qu'elles considéraient les pouvoirs centraux situés dans la capitale comme des forces dominatrices étrangères à peine différentes des anciens pouvoirs coloniaux. Or, à mon avis, il faut bien que chacun se sente partie prenante dans l'entreprise Cameroun, par exemple, dans le projet Cameroun, au sein duquel devrait être établie la relation de sens avec les aspirations individuelles, régionales et autres. La décision que prend un petit nombre constitué d'élites dirigeantes peut assurer la croissance et les équipements par exemple, mais non le développement. Il faut faire participer les populations. L'idée consiste à dire que le développement doit se faire par les bénéficiaires eux-mêmes. Il faut contribuer à faire naître la volonté des populations de se prendre en charge elles-mêmes. Or, si je reviens sur le Nepad pour en dire encore un mot, ce serait pour déplorer la même erreur de démarche. Des chefs d'Etat ont conçu leur idée d'un nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique ; ils sont allés le soumettre aux membres du G7 sans que les représentants de leurs peuples à travers les parlements en aient eu à connaître. Ils avaient pourtant annoncé des consultations populaires. Aucune consultation de ce genre n'a été organisée dans aucun pays. Le Nepad est resté une affaire des élites dirigeantes assistés de leurs plus proches collaborateurs parmi les hauts fonctionnaires. Rien d'étonnant à voir l'un des promoteurs du projet reconnaître leur échec.

Le projet et la vision globale du développement, voilà les notions clefs qui auraient dû en tout temps déterminer la démarche des responsables.

Il ne suffira pas cependant que chaque pays se conçoive comme un projet global pour que le développement soit réussi. Il reste à résoudre l'équation du rapport

de force défavorable quand on est face aux pays industrialisés de l'hémisphère Nord. Et comment y parviendrait-on ? Il faudrait recourir à une organisation soudée des pays en voie de développement, ne serait-ce que par ensemble régional, pour constituer à ce niveau la logique appliquée au niveau de chaque pays, à savoir la logique de constitution d'un plan global susceptible de donner de la cohérence et de la rigueur à toutes les actions et programmes communs. Les confrontations récentes au sein de l'Organisation mondiale du commerce (O.M.C.) sont une ébauche de la politique à mieux articuler pour une plus efficace mise en oeuvre.

Puis vient la question philosophique : Quelle finalité assigner au développement ?

Le développement, ce n'est pas l'aspect quantitatif des choses, celui qu'on désigne par le terme « croissance ». La croissance est un phénomène quantitatif. Elle est l'expression de l'accroissement de la production et l'élévation du niveau de vie ; c'est la mesure de la création des richesses. En termes plus courants on peut dire que la croissance traduit l'enrichissement d'un pays en biens et en monnaie. Elle se formule en termes de produit intérieur brut (P.I.B.) et ne rend pas compte du degré d'épanouissement plus ou moins équilibré de l'ensemble des membres de la communauté.

On peut dire que la croissance est dans les choses ; elle est du domaine du chiffrable, donc du quantitatif. Le développement vrai relève quant à lui, du domaine qualitatif. Il ne se mesure pas en chiffres. Il n'est pas dans les choses mais dans le degré d'ouverture de la conscience et la conquête de la liberté par la volonté des hommes et de chaque homme individuel.

C'est à cette dimension du développement que j'ai consacré les réflexions et analyses contenues dans l'essai sur la signification humaine du développement intitulé De la médiocrité à l'excellence et dans Développer la richesse humaine. A côté de la richesse en argent et en biens matériels qui peut favoriser le bien-être, il y a la richesse intérieure d'un esprit en continuelle disponibilité pour s'ouvrir et intégrer des expériences nouvelles : l'esprit qui refuse de s'enfermer dans toutes sortes d'égoïsmes et de particularismes qui sont souvent la cause des belligérances et autres agressivités rapetissantes.

Le développement se situe à la croisée de deux axes ; l'axe horizontal, qui est la route de l'avoir qui pousse à toujours plus d'argent, plus de biens matériels, plus de pouvoir. On accumule des véhicules automobiles dans son parking privé sans que leur nécessité s'impose. Et pour justifier le fait de les avoir acquis, on est poussé à sortir pour conduire tantôt l'un tantôt l'autre. Conduire pour conduire sans forcément savoir où aller sauf qu'il faut chauffer le moteur, de temps en temps. On finit par ne plus savoir lequel des besoins ou laquelle des aspirations multiples on satisfait. Sans avoir besoin de multiplier les exemples, il est facile de montrer que la voie de l'avoir et de l'accumulation des richesses matérielles conduit vers une impasse. Quand on commence et qu'on s'imagine que l'objectif c'est d'accumuler, on ne peut plus s'arrêter. Il n'y a plus de sens attaché à ce qu'on fait. L'axe vertical quant à lui est la route de l'être : être plus, être mieux, être soi-même, être différent ; tirer de soi la réserve d'énergie spirituelle grâce à laquelle on peut remonter les pentes et se diriger vers les hauteurs au lieu de suivre la pente facile et descendante du mimétisme, de la répétition de ce qu'on

voit faire autour de soi, de la consommation de ce que d'autres prennent le temps et l'énergie de produire, de fabriquer, etc.. Etre pour créer ou contribuer aux côtés des autres à créer du nouveau dans l'expression de ce que l'humanité peut receler de stimulant et d'épanouissant, telle est la voie de l'être et de la spiritualisation du matériel, opposée à celle de l'avoir et du matériel oublieux de la spiritualité..

Tout le monde a besoin d'un optimum d'avoir et de confort matériel pour se consacrer à faire épanouir cet être authentique qui ne se confond jamais avec cet avoir. Beaucoup prennent l'avoir pour l'être en ce sens que quand ils ont accumulé des biens matériels, ils s'imaginent s'être réalisés pleinement et ne songent plus qu'à consommer sans mesure, accordant le maximum à la matière au détriment de l'édification de l'être spirituel.intérieur. Ils oublient que les biens matériels demeurent et demeureront toujours extérieurs à eux, tandis que la force morale intérieure, la capacité de résister aux tentations diverses par exemple, font partie de leur être intrinsèque que rien ni personne ne peut leur arracher.

Au niveau des nations, il n'est pas sûr que les chiffres flatteurs indiquant l'importance des performances réalisées dans l'entreprise de création des richesses, aillent de pair avec l'institution d'une plus grande justice dans la répartition des richesses créées, la réduction du nombre de suicides ou celle du taux de criminalité par exemple, la baisse de la population carcérale, etc.

Quand donc tous les discours reconnaissent et affirment que l'homme doit être au centre de tout programme de développement, c'est de cette dimension de l'homme qu'il faut prendre en considération. Il s'agit de donner au projet commun national, « le projet Cameroun » par exemple, une unité de sens correspondant à l'idéal d'homme dont les programmes économiques, culturels et sociaux viseraient à favoriser l'émergence. Il doit s'agir de mettre en place des institutions dont le fonctionnement rigoureux devrait toujours fournir l'occasion dès le système scolaire et jusqu'à la vie active et productive d'activer en toute personne l'attitude de créatif actif et non de consommateur passif. Ce qui s'appelle encore combattre la médiocrité sous toutes ses formes au profit de la recherche permanente de l'excellence.

Conclusion

Le règne du multiple que nous avons évoqué au début ne disparaît pas, bien au contraire il comporte sa légitimité indiscutable. Les villages, régions ou provinces, les secteurs d'activités, les partenaires et les programmes diversifiés demeurent à leur place à un moment où il est question de procéder à une décentralisation régionale devant permettre aux populations de mieux participer à leur propre développement. Mais cette multiplicité doit s'ordonner autour des valeurs et règles directrices qui auront fait l'objet d'information et de discussion les plus larges possibles auprès des populations. A l'intérieur du grand projet commun qui engage les uns et les autres à vivre un destin commun, il y a inévitablement des sous-projets et des sous-programmes qui ne peuvent être validés que pour autant qu'ils n'entrent pas en contradiction avec le grand projet national, l'entreprise-nation. C'est pourquoi il a été longuement question de cohérence du global dans la relation des éléments multiples entre eux, tout comme entre ces éléments et le global. L'Etat est le garant de l'unité de la

pluralité au sein de la nation. Il a le regard rivé sur le bien commun pour le protéger et le défendre sans faiblesse. Il assure la coordination, veille à leur cohérence en fonction des principes directeurs établis. L'organisation générale du travail se fonde sur une sorte de hiérarchie intérieure reconnue et acceptée.

Ebénézer NJOH-MOUELLE
www.njohmouelle.org